

# Financer la promesse de la COP21

Par Christiana Figueres et Mindy Lubber | | 1293 mots



(Crédits : DR)

Les participants rassemblés à l'ONU à New York ce mois-ci pour le sommet biennal des investisseurs sur le risque climatique sont confrontés à un nouveau monde et à une nouvelle réalité. L'accord mondial sur le climat de Paris, signé en décembre, a confirmé que toutes les nations sont maintenant sur la voie irréversible d'une économie bas-carbone, voire peut-être zéro carbone.

## A quelle vitesse?

Le défi maintenant n'est pas la certitude, la direction ou la destination ultime de cette transformation, mais la vitesse et la manière d'amplifier la transition.

Pour certains, en particulier ceux qui sont largement exposés aux combustibles fossiles, il s'agit des risques d'actifs bloqués, de trouver une façon de naviguer à travers les eaux peut-être inexplorées de la diversification de l'énergie, et de la restructuration des entreprises et des économies. Les changements qui émanent de Paris inclinent déjà les politiques et les flux financiers vers des énergies toujours plus propres et renouvelables et des infrastructures durables.

## Des signes encourageants

L'Institut des ressources mondiales (*World Resources Institute*, en anglais) conclut que les huit plus grands émetteurs (le Brésil, la Chine, l'Union européenne, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Mexique et les États-Unis) doubleront leurs approvisionnements en énergies renouvelables grâce à leurs plans d'action, ou contributions déterminées au niveau national.

D'ailleurs, il est probable que ce soit une sous-estimation: la Chine, par exemple, a déclaré que ses émissions atteindront leur maximum vers 2030 et qu'elle générera un cinquième de son énergie à partir de sources bas-carbone d'ici 2030.

De nombreux experts prévoient que ceci se produise beaucoup plus tôt suite au fort signal envoyé de Paris, et pas seulement en Chine, mais aussi dans beaucoup d'autres parties du monde. Parmi les signes encourageants de par le monde:

- Une ferme solaire de 254 mégawatts est en construction au Brésil, Foxconn et d'autres sociétés ont engagé des milliards de dollars dans l'énergie solaire en Inde, et la plus grande centrale solaire d'Afrique sera bientôt en exploitation au Maroc.
- Les Émirats arabes unis, dont la richesse est fondée sur les combustibles fossiles, viennent de lancer une accélération de leur diversification et l'élaboration d'un plan de développement durable « au-delà du pétrole ».
- Le Royaume-Uni, premier pays industrialisé, a annoncé que sa dernière centrale électrique au

charbon fermerait d'ici 2025. Actuellement, un quart de l'électricité de ce pays provient du charbon.

- La prolongation à long terme de crédits d'impôt fédéraux sur le solaire et l'éolien aux États-Unis stimulera un investissement supplémentaire de 73 milliards de dollars dans les énergies propres d'ici 2020, et ce mois-ci, *American Electric Power* a convenu d'installer 900 mégawatts d'énergie éolienne et solaire en Ohio.
- Goldman Sachs et le bureau du contrôleur de l'État de New York ont annoncé un nouveau fonds indicé bas-carbone de 2 milliards de dollars.
- Selon les nouveaux chiffres de *Bloomberg New Energy Finance*, 2015 a vu presque 330 milliards de dollars de nouveaux investissements mondiaux dans les énergies propres, des investissements plus élevés que jamais, jusqu'à six fois ceux d'il y a dix ans.
- Un record de 42 milliards de dollars en obligations vertes a été émis l'an dernier, par rapport à presque zéro en 2007.
- En 2015, les investissements en énergie propre dans les pays à faibles revenus égalent les investissements dans les pays de l'OCDE.

## Des milliers de milliards nécessaires

Ces signaux soulignent quelques-uns des nombreux changements positifs qui se produisent actuellement. Cependant, si nous voulons maintenir la hausse de la température mondiale en dessous de 2°C, et encore mieux en dessous de 1,5°C, des milliers de milliards de dollars seront nécessaires d'ici la fin du siècle.

L'Agence internationale de l'énergie estime que 68 billions de dollars seront investis dans l'énergie d'ici 2040. L'énergie propre, l'efficacité énergétique et les véhicules à faibles émissions ou zéro émission devront occuper une portion croissante de ce marché si la promesse de Paris doit être accomplie.

Chaque sphère de la communauté d'investissement doit contribuer à la cause. Sur près de 330 milliards de dollars investis dans l'énergie propre en 2015, la part du lion revient au financement d'actifs, accompagné de fusions, d'acquisitions et de refinancement de projets. Les nouveaux capitaux levés, par exemple par le biais des offres d'actions, se situaient en dessous de 15 milliards de dollars en 2015 et le capital de risque levé pour l'énergie propre un peu en dessous de 6 milliards de dollars.

Bien que ces chiffres puissent sembler impressionnants, ils sont encore minimes par rapport aux milliers de milliards de dollars qui sont nécessaires des investisseurs institutionnels, et ce, chaque année, pour impulser l'énergie propre aux niveaux nécessaires afin d'éviter un changement climatique dangereux.

Mais, de manière tout aussi importante dans le sillage de l'accord de Paris, les investisseurs devraient également intensifier leur attention sur une meilleure gestion des risques climatiques. Le type d'analyse d'empreintes carbone menée par le *California Public Employees Retirement System* (CalPERS), le plus grand régime de retraite public des États-Unis, est un cas d'espèce.

## Des entreprises jouant le jeu de la transition énergétique

L'analyse a montré que 80 sociétés de son portefeuille de 10 000 entreprises représentaient la pleine

moitié de l'empreinte carbone totale du fonds de 300 milliards de dollars. En tant que directrice d'investissement de la gouvernance mondiale de CalPERS, Anne Simpson a observé à Paris: « Cette étude signifie que nous pouvons être extrêmement précis pour cibler notre engagement. Nous voulons que les sociétés sous-jacentes à notre portefeuille soient alignées sur la transition vers une économie bas-carbone ».

Les investisseurs, nationaux et mondiaux, devraient également exercer une plus forte pression pour que les entreprises divulguent les risques climatiques auxquels elles sont confrontées afin de mieux évaluer les entreprises qui sont bien placées, ou mal positionnées, pour être compétitives dans l'économie mondiale bas-carbone émergente.

À force de réclamations, les investisseurs, en partenariat avec Ceres, ont obtenu de l'organisme fédéral de réglementation et de contrôle des marchés financiers (la *Securities and Exchange Commission* ou SEC) d'obliger les entreprises à divulguer ces informations, mais à ce jour, la qualité de ces communications est encore bien loin de répondre aux directions de la SEC.

Les investisseurs ont aussi besoin de former de nouvelles alliances avec des capital-risqueurs progressistes, des pays, sociétés et banques, à la fois privées et multilatérales, afin de réduire les risques des investissements dans l'énergie propre et les infrastructures durables bas-carbone.

## **Des profits à venir**

Les actions nécessaires sont légion, mais les récompenses le sont aussi pour les investisseurs et les entreprises qui opèrent la transition sans attendre et l'intègrent rapidement.

Paris s'est fondé sur les changements émergents vers un développement plus propre, plus vert et beaucoup plus intelligent pour le 21ème siècle. Le signal bas-carbone envoyé par Paris aux marchés et secteurs économiques du monde est clair, sans équivoque et déterminé: la course est irréversible, mais son rythme et son ampleur doivent maintenant être les centres d'intérêt.

Il est temps pour les investisseurs de s'atteler sérieusement au travail de transformation de l'ambition audacieuse du nouvel accord mondial en une réalité économique bas-carbone qui profite à toutes les nations et à tous les peuples.

*Christiana Figueres est la Secrétaire exécutive de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et Mindy Lubber est présidente du groupe de durabilité à but non lucratif Ceres, qui, en partenariat avec la Fondation des Nations Unies, organise le Sommet des investisseurs sur les risques climatiques de l'ONU le 27 janvier.*